



Syndicat National de l'Éducation Physique (Fédération syndicale unitaire)  
76 rue des rondeaux, 75020 Paris - 01.44.62.82.32. - [mjs@snepfsu.net](mailto:mjs@snepfsu.net) - [www.snepfsu.net](http://www.snepfsu.net)

**Communiqué de presse // 08.03.2016**

## **La Coupe Davis contre la démocratisation sportive en Guadeloupe ?**

Les grands événements sportifs internationaux en France dont la coupe Davis et bientôt l'Euro ne doivent-ils pas dynamiser et accompagner une véritable politique publique de démocratisation du sport et de l'EPS ?

En effet, alors que nous constatons un retard très important en matière de démocratisation sportive et un sous équipement pour l'EPS de la maternelle à l'université pour les 98 000 élèves et 6000 étudiants de la Guadeloupe, reconnu notamment par la cour des comptes, 5 millions d'euros ont été investis pour cet événement dont plus de 4 Millions de fonds publics, pour seulement 3 jours de compétition avec un court de tennis éphémère. Ne sommes-nous pas dans une situation paradoxale voire inacceptable ?

4 millions d'euros investis auraient permis la construction de 20 pistes d'athlétisme, 2 piscines, six salles polyvalentes ou encore 14 années de subventions pour le sport scolaire, la couverture de 15 plateaux sportifs etc. équipements et subventions qui manquent terriblement en EPS, au sport civil pour répondre aux objectifs de démocratisation de la pratique dont celle des femmes qui demeure très faible sur ce territoire.

Pour le SNEP-FSU il ne s'agit pas, par principe, d'opposer le sport de haut niveau et ses rencontres internationales à la démocratisation. Au contraire ces deux aspects doivent s'alimenter, s'enrichir pour mettre en œuvre toutes les valeurs éducatives qui peuvent être portées par la pratique sportive si les moyens en encadrement et équipements sont mis en place. Mais alors où est le plan de rattrapage ?

Les politiques d'austérité pèsent lourdement et le sport représente le plus petit budget de l'Etat (0,06%). Le gouvernement tourne le dos à une politique ambitieuse d'accès à la pratique pour tous et en particulier pour les jeunes.

Donner la priorité aux seuls événements sportifs internationaux médiatisés ne peut masquer l'absence de politiques volontaristes et faire office de politique publique de démocratisation du sport.

Pour le SNEP-FSU, en Guadeloupe, comme dans toute la France, l'état doit engager un plan de rattrapage de construction d'installations sportives, et créer aussi dans ce secteur un redémarrage de l'économie. Il doit mettre en place une véritable politique publique avec des moyens financiers et humains qualifiés pour répondre aux besoins fondamentaux de la population, qu'ils soient d'ordre sportif, culturel, social et économique.